



Assemblée générale

Soixante-deuxième session

114^e séance plénière

Lundi 21 juillet 2008, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Kerim (ex-République yougoslave de Macédoine)

En l'absence du Président, M. Hannesson (Islande), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

Réunion consacrée à la crise alimentaire et énergétique mondiale

Point 48 de l'ordre du jour *(suite)*

Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes

M. Biabaroh-Iboro (Congo) : Ma délégation se félicite de la tenue de cet important débat sur le thème de la crise alimentaire et énergétique mondiale, qui est à l'origine d'événements extrêmement préoccupants dans un grand nombre de pays et pourrait porter un coup fatal aux économies déjà fragiles, ainsi qu'à la cohésion sociale dans les pays pauvres.

Ma délégation, tout en s'associant aux déclarations respectivement prononcées par le représentant d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine et le représentant de l'Éthiopie au nom de l'Union africaine, voudrait, à titre national, faire les observations suivantes.

La crise alimentaire actuelle est d'autant plus complexe qu'elle se distingue nettement des crises

précédentes, dans la mesure où elle est générée par la combinaison de plusieurs facteurs, parmi lesquels on peut citer les changements climatiques, les bioénergies, le protectionnisme, les subventions agricoles, la pression démographique et la flambée des prix du pétrole. Par ailleurs, la crise énergétique actuelle, tout en constituant un problème à part, est aussi un des déterminants de la crise alimentaire. Une approche holistique intégrant l'ensemble de ces questions interdépendantes s'avère par conséquent incontournable. Et il n'y a pas meilleur endroit pour envisager des solutions cohérentes et consensuelles que cette Organisation universelle.

Aussi remercions-nous le Secrétaire général et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale d'avoir mis à la disposition des États Membres un important document de travail qui exprime le consensus des organisations et institutions internationales sur les meilleurs moyens de lutter contre cette crise alimentaire. De notre point de vue, le cadre général d'action qui nous est présenté tient compte des aspects multidimensionnels de ce grave problème, même si sa compréhension nécessite plus de temps. Il vise à donner à la communauté internationale les moyens de faire face au triple défi de la lutte contre les changements climatiques, de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que de la lutte contre la crise alimentaire et énergétique mondiale, tout en répondant à la nécessité de sa mise en œuvre flexible. À cet égard, les conditions et les

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



besoins spécifiques de chaque pays devraient être pris en compte. Pour ces raisons, ma délégation se déclare favorable à l'examen des opportunités qu'offre ce cadre, en vue d'atteindre l'objectif du développement rural intégré.

Nous notons également avec satisfaction l'émergence, à travers le monde, d'autres initiatives complémentaires visant principalement l'éradication de la pauvreté et de la faim dans le monde. Il s'agit notamment du plan d'affaires africain du Nouveau Partenariat pour le développement économique de l'Afrique, qui donne la priorité aux règlements des défis auxquels l'Afrique fait face, y compris le développement agricole; du nouveau partenariat établi le 4 juin 2008 entre l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), lors de la dernière Conférence de la FAO à Rome; de la déclaration finale de cette conférence, adoptée par consensus le 5 juin 2008, qui exhorte la communauté internationale dans son ensemble et les pays du Groupe des Huit en particulier, à soutenir les pays pauvres pour leur permettre de résister au choc de la flambée des prix; de l'initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires, que nous souhaiterions voir s'étendre à tous les pays menacés par la crise alimentaire; et de son appel en vue de la mobilisation de 30 milliards de dollars par année pour la lutte contre la crise alimentaire.

Dans cette perspective, le Congo, tout en estimant que l'aide alimentaire ne suffit pas à régler l'épineux problème de la faim dans le monde, se déclare favorable au renforcement des budgets des organismes comme le PAM pour les aider à faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, ainsi qu'à l'application des mesures prises par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en vue d'atténuer la crise, comprenant, entre autres, l'augmentation des prêts agricoles en Afrique et l'aide d'urgence aux pays durement touchés.

Nous saluons la volonté de certains pays d'augmenter leur aide alimentaire d'urgence, comme c'est le cas des États-Unis d'Amérique, qui ont débloqué 200 millions de dollars d'un fonds d'affectation spéciale, le 14 avril 2008, afin de renforcer les capacités de leur Agency for International Development. C'est aussi le cas de l'Arabie saoudite, dont l'aide de 500 millions de dollars a permis au PAM

d'atteindre son objectif de 755 millions de dollars, dans le cadre de l'appel d'urgence lancé pour faire face à la crise alimentaire. De même, nous prenons bonne note de l'engagement de doubler son aide à l'Afrique d'ici à 2012 pris par le Japon à la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui a eu lieu du 28 au 30 mai 2008 à Yokohama, sans oublier les efforts de la France et de l'Union européenne.

Au plan continental, nous sommes heureux de constater, par exemple, la mise en place au sein de la Banque africaine de développement, lors de ses assemblées annuelles tenues les 14 et 15 mai 2008 à Maputo, d'un mécanisme de financement destiné à faciliter aux pays membres de l'Union africaine l'accès aux engrais.

Pour ce qui concerne les biocarburants, le débat devrait se poser moins tant en termes d'opposition systématique entre les cultures vivrières et cette source d'énergie spécifique que de recherche d'un juste équilibre entre la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique.

Le Congo, quant à lui, s'est engagé à mettre en place une stratégie nationale en matière de préservation des écosystèmes naturels, fondée sur les réalités socioéconomiques.

Le Gouvernement congolais voudrait donc se réserver le droit de veiller à ce que les impacts des politiques nationales, voire de tous les accords issus des cycles de négociations en cours, fassent, dans la mesure du possible, l'objet d'un suivi afin de ne pas être exécutés au détriment des populations les plus pauvres et de l'intérêt national à long terme.

En guise de conclusion, le Congo a la ferme conviction que la crise alimentaire actuelle, loin d'être une fatalité, offre une opportunité de redonner à l'agriculture sa position prioritaire, notamment dans les pays en développement.

Dans le souci d'accompagner les États dans la réalisation de cet objectif prioritaire, l'Organisation des Nations Unies devrait, entre autres, parvenir au renforcement souhaité de la coordination à l'échelle du système, ceci afin d'être réellement en position d'exiger le respect des engagements pris et d'atteindre l'efficacité dans la mise en œuvre des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et dans l'exécution harmonieuse du cadre général d'action.

M. Lima (Cap-Vert) : Je voudrais remercier le Président d'avoir convoqué cette importante réunion. Je voudrais également féliciter le Secrétaire général pour le rapport présenté par l'Équipe spéciale de haut niveau et pour les efforts inlassables qu'il déploie en vue de la fin de la crise.

Le Cap-Vert s'associe aux déclarations des représentants d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine et de l'Éthiopie au nom du Groupe des États d'Afrique.

De façon évidente, il ne saurait y avoir de doute quant à la corrélation entre la crise alimentaire mondiale et la crise énergétique. Les causes de ces crises sont multiples, les unes naturelles et les autres du fait de l'homme. Cependant, ce qui apparaît comme une évidence indiscutable aujourd'hui, c'est que les conséquences de ces crises retombent sur les plus pauvres et les plus vulnérables, lesquels voient les deux tiers de leurs revenus dépensés dans l'alimentaire et rien ou presque dédié aux soins médicaux, à l'éducation ou aux autres dépenses domestiques. Les récentes estimations indiquent que plus de 800 millions de personnes risquent à présent de connaître les affres de la faim et, dans les derniers mois, ce sont 100 millions de personnes supplémentaires qui vont rejoindre les rangs de ceux qui correspondent aux critères d'extrême pauvreté.

Du fait des effets du changement climatique, des sécheresses et de la désertification, des inondations, de la déforestation et de l'usage croissant des terres cultivables pour les biocarburants, de la raréfaction des ressources en eau, sans parler des spéculations sur le marché, du coût élevé du pétrole et des fertilisants, ainsi que des politiques erronées promues à l'échelle de la planète, l'approvisionnement alimentaire mondial n'arrive plus à suivre la courbe ascendante de la population mondiale, qui atteindra 9 milliards d'individus en 2050.

Il est important que l'on comprenne que la concomitance de la crise alimentaire et énergétique mondiale avec le changement climatique constitue des défis globaux et une menace potentielle contre la paix et la sécurité. Nous avons appris avec les émeutes qui ont surgi dans différents pays que des populations vivant déjà dans des conditions d'extrême vulnérabilité sont prises à la gorge et sont capables d'actions désespérées et incontrôlées, susceptibles d'aggraver les situations de crise actuelle et de prendre des dimensions que l'on ne peut prévoir. Ainsi, des

solutions globales sont requises pour répondre de façon appropriée aux préoccupations de toutes les nations et de leurs peuples.

En ce sens, des solutions inaltérables fondées sur des actions défensives ne semblent pas correspondre aux réelles solutions attendues. La problématique alimentaire entre désormais dans le cadre de l'humanitaire et représente l'intérêt général et, dès lors, relève plus que jamais d'actions décisives, notamment sur le plan financier dans le cadre d'un partenariat solidaire.

Nous apprécions hautement le cadre général d'action présenté par l'Équipe spéciale de haut niveau, qui devrait être pris comme un document stratégique d'action commune et coordonnée. Nous apprécions hautement les lectures qui en ont été faites au cours de ce débat et espérons qu'il sera tenu compte des critiques et observations au bénéfice de l'action commune.

Il est impératif de renforcer la volonté politique en vue de s'assurer que les actions recommandées dans ce cadre général d'action puissent être mises en œuvre par les uns et les autres à tous les niveaux – national, régional et international – dans les plus brefs délais, en tenant compte des particularités de chaque pays. Au risque de me répéter, nous pensons qu'un support financier prévisible et sûr est crucial pour le succès des actions prises pour mettre fin à la crise.

La crise alimentaire mondiale peut constituer une grande opportunité, comme l'ont dit d'autres orateurs avant moi, d'effectuer des changements fondamentaux dans l'ordonnement du monde d'aujourd'hui, susceptibles en particulier de garantir l'investissement direct dans le secteur agricole des pays en développement, et spécialement en Afrique, répondant ainsi à l'une des causes de la pauvreté dans le monde. De même, les fermiers locaux devraient pouvoir obtenir des soutiens pour leur autosuffisance et pour leur permettre d'écarter les modèles dépassés de production alimentaire non durable.

Les possibilités d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement diminuent de jour en jour pour nombre de pays en développement. Cette crise alimentaire et énergétique mondiale met en évidence la nécessité d'adopter désormais une approche holistique du développement durable. L'interdépendance du monde montre qu'il ne pourrait y avoir de progrès dans la diminution de l'impact des changements climatiques sans progrès réels dans le

développement durable. Un accroissement substantiel en quantité et en qualité de l'aide publique au développement pour atteindre 0,7 % du produit intérieur brut; une assistance additionnelle sur l'adaptation au changement climatique, y compris l'assistance financière aux pays en développement et vulnérables; le transfert des technologies, y compris les technologies propres; et l'investissement dans l'infrastructure constituent à n'en pas douter un besoin urgent.

Cependant, le commerce équitable, l'achèvement avec succès du Cycle de Doha, la suppression de la dette, insupportable désormais, des pays en développement, des petits États insulaires en développement et des pays à revenu intermédiaire, ainsi que la réforme de l'architecture financière mondiale constituent autant d'éléments complémentaires essentiels qui doivent être pris en compte dans ce cadre. Ce qui est sûr, c'est que des actions décisives sont nécessaires à court, moyen et long terme afin de préserver la sécurité humaine.

Mon pays, le Cap-Vert, dépend hautement des importations de pétrole et des produits de consommation, y compris pour une grande part des produits alimentaires. La production interne ne représente que 20 % des nécessités du pays, du fait de notre configuration géographique et des effets sévères d'un climat de plus en plus imprévisible. Notre archipel est extrêmement vulnérable aux chocs externes et, en ce sens, les répercussions de l'augmentation des prix des produits alimentaires et du pétrole mettent en danger notre économie déjà fragile et pourraient affecter la stabilité politique.

En vue de minimiser l'impact sur la population de la hausse des prix sur le marché international des produits alimentaires et du pétrole, le Gouvernement cap-verdien a pris des mesures compensatoires malgré les retombées budgétaires que cela implique. Le développement du pays est actuellement compromis et, du fait des effets des changements climatiques, la vie des populations connaît un rehaussement de risques certain. Nos vulnérabilités tendent désormais à éclipser nos indices de progrès, et le fait de faire à présent partie des pays à revenu intermédiaire ne saurait constituer qu'une maigre consolation. C'est pourquoi, nous sommes d'accord avec la proposition conjointe de l'Égypte, du Chili et de l'Indonésie pour demander que le thème central de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale s'organise autour de la sécurité alimentaire et le développement.

Il ne fait aucun doute que les peuples ne souhaitent pas continuer à vivre dans un monde où la grande majorité doit souffrir toujours plus de tous les maux et payer un prix élevé, juste pour constituer une partie de l'humanité. Nous croyons fermement que ce n'est qu'une question de temps pour que tous les peuples réalisent que l'humanité peut vivre ensemble et parvenir à une vie décente et de progrès, en paix et en harmonie avec la mère nature.

M. Urbina (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Je voudrais commencer par remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir fort opportunément convoqué cette séance et me féliciter de la présence du Secrétaire général parmi nous vendredi dernier et du message qu'il nous a adressé.

Ma délégation s'associe aux déclarations qui ont été prononcées par le Ministre des affaires étrangères du Honduras, au nom des pays du Système d'intégration de l'Amérique centrale, et par le Représentant permanent adjoint d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et la Chine.

Les crises alimentaire et énergétique s'associent désormais à d'autres phénomènes mondiaux néfastes, ce qui représente un défi sans précédent pour l'humanité. Ce défi nous contraint à élaborer et prendre des mesures nouvelles qui doivent en outre se caractériser par une grande solidarité. La crise alimentaire qui nous réunit aujourd'hui se distingue radicalement dans sa nature des autres crises qui l'ont précédée. D'abord, parce que les phénomènes précédents ont été considérés comme des pénuries alimentaires limitées sur le plan géographique, alors que pour la première fois dans l'histoire, les spécialistes évoquent une crise alimentaire mondiale.

Cette crise est unique aussi parce que jamais nous n'avons connu une pénurie aussi grave et jamais ses manifestations ne se sont fait ressentir à une aussi grande échelle. À l'heure actuelle, les réserves alimentaires sont au niveau le plus bas jamais atteint depuis plusieurs décennies, alors que l'augmentation des prix des aliments se fait sentir dans le plus petit recoin de la planète. Autre particularité inédite de cette crise : c'est la première fois qu'une pénurie alimentaire s'accompagne de récoltes abondantes à l'échelle internationale. Malgré cette abondance, l'heureuse atténuation de la pauvreté pour des centaines de millions d'êtres humains a suscité une demande supplémentaire qui contribue à la pénurie actuelle.

C'est la raison pour laquelle les instruments limités dont nous disposons pour répondre à ce défi sans précédent doivent également être novateurs. Nous ne pouvons plus vraiment compter, ou seulement dans une faible mesure, sur l'élargissement des superficies cultivables. Les terres arables ont pratiquement atteint leur limite, ce qui explique pourquoi nous devons désormais miser sur de nouvelles augmentations de la productivité et sur la valorisation du travail agricole. La solidarité doit également faire partie de ces instruments novateurs dont nous devons nous doter pour résoudre ce nouveau dilemme du XXI^e siècle.

Enfin, il faut reconnaître que jamais encore, une pénurie n'a eu des effets aussi graves sur l'alimentation des êtres humains. La pénurie de produits agricoles et leur importance pour l'alimentation animale auront également un effet indéniable, même s'il est encore mal défini, sur la production de protéines animales destinées à la consommation humaine.

Bien entendu, cette crise alimentaire affecte en premier lieu, et surtout, les peuples les moins avancés, peuples qui se voient punis aussi par la crise énergétique mondiale liée à l'accroissement de la demande et à la spéculation, entre autres facteurs.

Cette crise énergétique a deux effets sur la crise alimentaire : d'une part, l'augmentation du coût des transports a une répercussion sur le coût des denrées alimentaires; d'autre part, la production de biocarburants a un impact sur les prix des produits agricoles. Cela a été confirmé par une étude réalisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publiée il y a à peine cinq jours. Cette étude affirme également que les politiques d'appui à la production de biocarburants sont onéreuses, ont peu d'effet sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et contribuent peu à la sécurité énergétique des pays producteurs.

L'heure est donc particulièrement grave. L'ampleur et la nature des crises actuelles et à venir nous montrent qu'il n'y a pas de solution facile ni rapide. Certains sacrifices, la nécessité de réfléchir et d'étudier ces phénomènes, de nouvelles manifestations de solidarité doivent inciter la communauté internationale et l'ONU à assurer le bien-être des générations futures.

C'est la raison pour laquelle le Costa Rica tient à remercier le Secrétaire général des efforts qu'il a déployés pour mettre sur pied et diriger l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la

sécurité alimentaire ainsi que les organisations internationales, les institutions et fonds qui ont apporté leur concours à l'élaboration du cadre général d'action. Tant les actions visant à répondre aux besoins urgents que les mesures destinées à encourager le redressement à plus long terme vont dans la bonne direction.

Toutefois, le Costa Rica souhaite également lancer un appel à la réalisation des objectifs fixés par l'ONU en matière d'aide au développement. L'an dernier, les montants consacrés à l'aide au développement ont été réduits pour la troisième fois consécutive; seulement quatre pays parmi ceux qui font partie du Comité d'aide au développement ont dépassé l'objectif fixé, à savoir 0,7 % de leur produit national brut. Certains donateurs importants restent encore bien au-dessous de 0,2 %.

Certes, le Costa Rica appuie les mesures proposées, ainsi que celles adoptées dans le cadre des négociations intergouvernementales, mais nous souhaitons indiquer très clairement que le monde doit tendre vers de nouveaux objectifs d'équité et de solidarité. Ce n'est qu'à cette condition qu'à moyen et long terme, nous parviendrons à faire face aux crises et aux menaces actuelles.

M. Hermida Castillo (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : Nous voudrions tout d'abord remercier le Président Kerim d'avoir convoqué cette session extraordinaire consacrée à la crise alimentaire et énergétique mondiale. Nous tenons également à faire part de notre appui au Secrétaire général dans le processus qui consiste à définir les causes de cette crise et à y proposer des solutions.

Ma délégation s'associe à ce qui a été dit par Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine, ainsi que par le Honduras au nom du Système d'intégration de l'Amérique centrale.

Dans ma déclaration, je me bornerai à rappeler quelques-uns des points importants qu'il ne faut pas perdre de vue dans l'élaboration et l'application des stratégies de lutte contre la crise qui nous réunit aujourd'hui.

Comme le rappelait sagement le document que le Secrétaire général a fait circuler récemment et que nous analysons en détail aujourd'hui, la crise alimentaire est le point culminant de la crise structurelle d'un modèle économique qui a été imposé au monde. Cette crise aurait pu être décelée depuis le début du millénaire, et plusieurs chefs d'État nous ont

mis en garde contre les conséquences de la production de biocarburants de cette manière et à ces fins.

Dans ce cadre général d'action visant à réduire la fracture entre l'aide humanitaire et l'aide au développement, nous devons partir du postulat selon lequel cette aide humanitaire serait surtout une responsabilité incombant à ceux qui ont imposé le modèle économique qui s'effondre aujourd'hui, et qui, cependant, impose des conditions à l'aide humanitaire.

Nous prenons note de la mise en place d'un cadre de normes portant sur la production de biocarburants, et parallèlement de l'appui fourni à la recherche concernant l'impact des biocarburants sur la sécurité alimentaire. Cependant, la réalité est que, du fait d'innombrables conflits d'intérêt, ces négociations pourraient prendre beaucoup de temps, que nous n'avons pas le luxe de perdre.

Compte tenu de cette réalité, il convient avant tout de souligner qu'il n'y a rien d'aussi inhumain que de donner de la nourriture à des machines à carburant plutôt qu'à des êtres humains, puisque 950 millions de personnes n'ont pas assez à manger dans le monde. De ce fait, cette constatation doit être le point de départ de toute décision, car il serait impossible de parler de développement et d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sans le capital humain nécessaire pour mener ces tâches à bien.

En outre, abordant le thème des causes structurelles de la crise, les solutions doivent être structurelles également, sinon nous tomberions dans un cercle vicieux et une autre crise émergerait à son tour.

À ce titre, le document du cadre général propose la réduction ou l'élimination des déséquilibres commerciaux dont les restrictions et les subventions à l'agriculture dans les pays développés. Le Nicaragua réaffirme que nous devons éliminer ces facteurs, faute de quoi nous déclencherions ce cercle vicieux, qui est alimenté par le marché libre. C'est particulièrement le cas si nous voulons adopter une stratégie qui consiste à renforcer des programmes existants visant à promouvoir le secteur agricole plutôt que de mettre en place de nouveaux programmes, ce qui rend indispensable de modifier les stratégies et les politiques qui s'étaient révélées inefficaces.

Il serait impossible de ne pas envisager la possibilité que si nous ne mobilisons pas la volonté politique nécessaire pour résoudre les problèmes que je viens de mentionner, il sera difficile de trouver la

volonté nécessaire pour relever l'un des plus grands défis qui se posent à l'humanité, à savoir les changements climatiques et leurs effets dévastateurs.

En ce qui concerne la crise énergétique, nous soulignons que la première mesure à prendre doit être de modifier les schémas de consommation gaspilleurs des pays industrialisés.

Afin de répondre aux besoins des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, une union est née sur la base de la solidarité entre les peuples – comme le reflètent PetroCaribe et Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine – qui a été créée grâce à la générosité de la République bolivarienne du Venezuela, et qui met à disposition du pétrole à des prix préférentiels et à des conditions préférentielles.

Quand le prix du baril de pétrole est passé au-dessus de la barre des 100 dollars, le paiement de la facture dans un délai de 90 jours a été limité à 40 % de son montant total, au lieu de 50 %. Et quand le prix du baril a dépassé 150 dollars, le Président Hugo Chávez a donné son accord pour réduire à 30 % de son montant total le paiement de cette même facture dans un délai de 90 jours; le reste a été financé sur 25 ans avec un taux d'intérêt extrêmement bas de 1 % par an.

Ce geste constitue une réelle expression de solidarité, ainsi qu'un mécanisme d'intégration réelle et efficace de coopération politique, sociale et économique, basée sur la complémentarité, le respect de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples. Ce sont les bases d'un marché libre auquel 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont accepté de participer.

La profondeur de la crise nous force à admettre que le mode de vie consumériste ne peut plus durer, et qu'au lieu d'imaginer comment produire davantage de produits alimentaires et de carburants pour ce système consumériste, nous devons à présent réfléchir aux moyens d'économiser, conserver et produire ces ressources de manière durable. Nous devons produire ces changements fondamentaux dans les politiques socioéconomiques. Mais nous devons également appliquer ces changements à chacune de nos activités, y compris les plus simples, ce qui signifie que tous ces changements ne sont pas technologiques, mais qu'ils se situent avant tout dans une prise de conscience.

M. Alahraf (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Président d'avoir organisé cette séance. Nous espérons qu'elle

contribuera aux efforts accomplis pour faire face à la crise alimentaire et énergétique mondiale. Je souhaite exprimer le soutien de ma délégation aux déclarations faites par le représentant de l'Éthiopie au nom du Groupe des États africains et par le représentant d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Il est clair que l'examen de cette question par l'Assemblée générale nous donne l'occasion d'entendre les diverses positions et points de vue sur la manière de faire face à la crise alimentaire mondiale. Je tiens à remercier le Secrétaire général d'avoir fait circuler le cadre général d'action, qui propose un certain nombre de mesures pour relever les défis de la crise alimentaire mondiale. Nous pensons que ce document nous donne l'occasion de discuter et de dialoguer, de combler l'écart entre nos points de vue et de parvenir à un accord sur le point de départ de solutions durables à long terme à la crise.

Nous pensons, dans ce contexte, que le développement durable constitue le cadre global nécessaire pour faire face à la situation et pour mettre en place les solutions qui s'imposent. Il est clair aujourd'hui que beaucoup de pays en développement, notamment les plus pauvres d'entre eux, font face à une crise alimentaire aiguë qui pourrait mettre en péril leur stabilité politique et socioéconomique. Même si la fourniture d'aide alimentaire constitue une réaction rapide et positive en vue d'atténuer la crise, une solution radicale implique une compréhension des politiques internationales erronées des deux dernières décennies. Ces politiques n'accordaient pas suffisamment d'importance aux menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire, telles que l'augmentation de la population, l'impact des changements climatiques et le déclin de la production agricole. Il y a des preuves que les flux de capitaux ont déséquilibré les marchés de denrées alimentaires de base, aggravant ainsi la situation.

Pour aggraver la situation, l'aide internationale d'urgence au secteur agricole a baissé au cours de ces dernières années, tombant de 8 milliards de dollars à 3,4 milliards. La hausse des coûts d'énergie ne semble pas être l'une des raisons principales de la hausse des prix des denrées alimentaires; s'il faut reconnaître que l'augmentation des coûts de transport en est l'une des causes, les causes directes de cette crise sont autres.

Nous devons nous efforcer de trouver des moyens de faire face à cette crise d'une manière objective.

Nous convenons que, dans ce contexte, les investissements dans l'agriculture constituent un élément essentiel de la lutte contre la pauvreté et la faim sont garants d'un développement durable. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les institutions financières internationales ont donc la responsabilité d'encourager ce type d'investissement au niveau national et régional, notamment dans les pays en développement.

Il faudrait aussi que les pays riches renoncent à leurs politiques agricoles protectionnistes et autorisent une concurrence équitable, laquelle rendrait possible aux pays en développement d'augmenter leur production agricole et de se procurer des technologies agricoles modernes et de meilleurs moyens d'accroître la quantité et d'améliorer la qualité de leur production agricole.

Il est paradoxal qu'un monde qui a dépensé en 2006 plus de 1 200 milliards de dollars en armements soit actuellement confronté à une crise alimentaire. Il ne faudrait que 30 à 40 milliards de dollars par an pour garantir une augmentation de la production agricole, nourrir tous ceux qui ont du mal à assurer leurs moyens d'existence et protéger les générations futures de la faim et de la pauvreté.

Il est clair aujourd'hui que la communauté internationale doit adopter et mettre en œuvre des politiques stratégiques fondées sur le dialogue et qui tiennent compte de nos intérêts communs. Nous soulignons l'importance de coordonner et d'unifier nos efforts aux niveaux national, régional et international afin de garantir l'augmentation de la production alimentaire. Nous devons éliminer les obstacles qui s'y opposent en assurant le financement nécessaire, en renforçant les capacités nationales, et en facilitant l'accès aux technologies et autres moyens nécessaires à la production.

La Libye est l'un des pays importateurs de vivres. Pour remédier à la crise alimentaire, nous avons réduit ou éliminé les droits et les tarifs douaniers sur les importations de vivres et, au niveau national, nous avons lancé un projet visant à cultiver 100 000 hectares de blé sur des terres irriguées, afin de montrer l'importance de la complémentarité régionale pour l'accroissement de la quantité et l'amélioration de la qualité de la production. En association avec plusieurs pays africains, la Libye fait des investissements

conjointes visant à accroître la production agricole et à encourager l'investissement privé dans ce secteur.

Enfin, je voudrais souligner les efforts entrepris par l'Équipe de haut niveau mise en place par le Secrétaire général pour définir un cadre permettant de faire face à cette crise. Nous espérons que la communauté internationale fera face à cette crise de bonne foi et en se gardant de toute considération politique. Nous devrions bien comprendre que plus il y aura de personnes qui ont faim et qui souffrent, plus cette situation risque de provoquer une crise économique et sociale susceptible d'avoir des répercussions sur la sécurité et la stabilité d'un grand nombre de nos communautés et de nos peuples.

M. Maksimychev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je tiens d'emblée à remercier le Président d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat.

Il est tragique qu'au XXI^e siècle, en dépit du développement sans précédent des capacités de production, de l'augmentation de la productivité et de la richesse publique, et de l'épanouissement de la science et de la technologie, dont nous n'avons jamais vu l'équivalent auparavant, l'ONU soit contrainte d'examiner le problème de la crise alimentaire mondiale et la menace de la faim. La montée en flèche des prix des denrées alimentaires menace de se transformer en crise grave.

Ce qui se passe aujourd'hui avec les prix des denrées alimentaires est une nouvelle preuve de la responsabilité dont nous devons faire montre lorsque nous prenons des décisions économiques et de la prudence avec laquelle nous devons en calculer les conséquences, en particulier les conséquences sociales. Il existe diverses opinions quant aux raisons de cette crise. Il est trop facile de l'imputer à la croissance de la consommation dans les grands pays en développement, notamment les pays ayant une nombreuse population. Ces pays sont en général capable de se nourrir, et ne sont donc pas les causes principales de la crise; d'autres facteurs entrent ici en jeu. Nous avons le sentiment que le passage abrupt, et qui plus est subventionné, à la production de biocarburants à partir de cultures vivrières a eu un rôle extrêmement négatif dans cette crise. Les subventions à l'exportation accordées par les pays développés ont considérablement faussé le marché agricole mondial. En conséquence, dans de nombreux pays en développement, l'agriculture ne progresse pas. La hâte à enrichir et aider les agriculteurs nationaux a

provoqué la ruine de ceux d'autres pays. Le pragmatisme n'autorise pas à négliger les mesures de protection, et la hausse des prix était prévisible.

Nous pensons que la réponse de la communauté internationale à la crise alimentaire mondiale doit se faire selon deux axes : un volet humanitaire consistant à aider les pays et les régions les plus gravement touchés par la crise; et une approche à long terme consistant à éliminer les causes de la crise et à créer les conditions favorables à une sécurité alimentaire durable partout dans le monde.

Les technologies actuelles nous permettent de nourrir deux fois plus de personnes que notre planète n'en porte aujourd'hui. Il nous faut prendre des décisions qui permettront d'exploiter ces possibilités dans l'intérêt de tous. Nous devons aussi adopter une approche extrêmement calibrée vis-à-vis des organismes génétiquement modifiés, ce qui réglerait un certain nombre de problèmes d'ordre alimentaire. Mais l'humanité n'a toujours pas trouvé de terrain d'entente sur cette question.

Seules permettront de sortir de la crise des actions nationales et internationales concertées prises par tous les pays sous la forme d'un vaste partenariat mondial sur l'agriculture et l'alimentation et sous la coordination de l'ONU. Sur cette voie, un premier pas important a été la Conférence de Rome sur la sécurité alimentaire et la déclaration qui y a été adoptée.

La réponse de la Fédération de Russie à la crise alimentaire consistera à augmenter au maximum la production alimentaire, notamment la production céréalière, et à développer les infrastructures agricoles. La Russie a été l'un des plus gros fournisseurs de céréales au monde et elle a l'intention de retrouver cette position. Bien entendu, nous avons également tout intérêt à participer aux efforts de coopération internationale, y compris la recherche scientifique, à l'analyse économique et la formation.

Nous sommes favorables à une conclusion rapide des négociations sur le commerce agricole. Le moment est venu d'ouvrir un débat global sur la politique agricole internationale de l'avenir et, à notre avis, c'est l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui est le mieux habilitée à le faire. Cela renforcerait son rôle central et son efficacité. Évidemment, cette année et l'année prochaine, nous allons devoir nous attaquer avec énergie aux questions touchant la stabilisation des marchés alimentaires et examiner un certain nombre de questions intéressantes

proposées par nos partenaires, notamment à la Conférence de Rome qui s'est tenue au mois de juin.

Comme l'Assemblée le sait bien, au Sommet du Groupe des Huit à Toyako en juillet, le Président de la Fédération de Russie, M. Medvedev, a proposé plusieurs idées, dont la tenue d'une réunion des ministres de l'agriculture du Groupe des Huit à laquelle seraient conviés les principaux producteurs alimentaires et les pays exportateurs, ainsi que les grandes organisations internationales.

Une autre initiative russe est le sommet mondial des céréales qui doit se tenir en 2009 à Moscou. Il s'agit d'un vaste forum ministériel de haut niveau auquel participeront les représentants des principaux producteurs de céréales, des organisations internationales, des grandes associations, des entreprises céréalières et des courtiers. Il aura pour objectif d'examiner les mesures susceptibles de stabiliser le cours des céréales, d'en accroître la production, de constituer des réserves, y compris des réserves virtuelles, et de garantir les investissements nécessaires dans l'infrastructure et le recul des opérations spéculatives.

S'agissant de la crise énergétique, les causes du retour de l'instabilité et de la frénésie de la demande que nous constatons sur les marchés pétroliers sont également très diverses. Toutefois, contrairement à ce qui se passe pour l'agriculture, l'instabilité politique qui règne dans la région du Moyen-Orient en est en grande partie responsable, et la spéculation est également un facteur non négligeable.

Nous sommes d'avis que la réponse à la crise énergétique doit reposer sur les principes de la sécurité énergétique mondiale adoptés au Sommet du Groupe des Huit tenu à Saint-Petersbourg en 2006. Ces principes reposent essentiellement sur la responsabilité partagée des producteurs et des consommateurs d'énergie, la responsabilité des pays de transit et la mise en place de véritables relations de partenariat entre tous les acteurs du marché de l'énergie. À cet égard, beaucoup semble avoir été fait, mais la situation qui règne actuellement sur le marché montre qu'il y a encore beaucoup à faire. Nous parlons ici de créer un régime d'investissement favorable, de mettre en place un système transparent d'accès aux marchés et d'exploiter toute la gamme des sources d'énergie renouvelables, plutôt que les seuls biocarburants.

L'évolution du marché de l'énergie déterminera en fin de compte la solution d'un certain nombre de

problèmes complexes concernant l'alimentation et les changements climatiques. La politique russe s'inscrit parfaitement dans nos obligations internationales. Nous multiplions les possibilités de transport des ressources énergétiques. Nous avons décidé de libéraliser le marché du gaz et de réduire la charge fiscale frappant le secteur pétrolier. Nous arrivons au terme de réformes de grande envergure dans le secteur de l'électricité. Des décisions ont été prises sur un ensemble de mesures visant à accroître l'efficacité énergétique.

Ces mesures auront non seulement pour effet de renforcer les secteurs du carburant et de l'énergie en Russie, mais elles contribueront également beaucoup à stabiliser les marchés mondiaux de l'énergie. Nous sommes au seuil d'un essor considérable de l'énergie nucléaire, en raison de la forte hausse des prix du pétrole qui pousse les pays à se tourner vers ce type d'énergie. Nous sommes entièrement favorables à l'énergie nucléaire comme seule autre source capable d'occuper une place centrale dans l'équilibre énergétique à court terme.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : La République arabe syrienne s'aligne sur la déclaration faite par le Représentant permanent d'Antigua-et-Barbuda au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Je voudrais adresser mes remerciements au Président de l'Assemblée générale pour la tenue de cette séance sur les prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie.

Les orateurs précédents ont souligné la gravité de la crise alimentaire et énergétique qui menace les moyens d'existence quotidiens de millions de personnes dans le monde. Elle pourrait également mettre en péril la stabilité et la sécurité des nombreux pays qu'elle touche de façon disproportionnée. Compte tenu de la forte hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie, la crise doit être prise au sérieux en raison de son impact marqué sur le développement économique de bien des pays en développement.

Dans ce contexte, ma délégation note que l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie est exacerbé par le climat de tension et d'instabilité qui résulte de la politique étrangère de certaines grandes puissances sur la scène internationale, en particulier au Moyen-Orient. Il faut aussi mentionner la spéculation sur les marchandises et les produits pétroliers, que nous constatons sur les marchés monétaires internationaux des pays développés.

La hausse des prix et la crise alimentaire en général résultent de plusieurs facteurs. L'un réside dans la baisse de l'investissement international consacré aux secteurs de la production agricole et de la recherche et dans la hausse de la demande due à l'augmentation de la population mondiale et du pouvoir d'achat dans certains pays. Un autre facteur est l'investissement accru dans les produits de substitution aux carburants fossiles, qui débouche sur la production de biocarburants à partir de cultures habituellement réservées à la consommation humaine. Un autre facteur encore tient à la spéculation autour des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux monétaires et des matières premières, en particulier dans les pays développés.

Dans le domaine de l'environnement, nous notons la grande fréquence des catastrophes climatiques qui entraînent une réduction de la production agricole; celles-ci incluent notamment la sécheresse, la désertification, le gel, la hausse des températures et la diminution des ressources hydriques. Ces facteurs écologiques résultent à la base des niveaux accrus de pollution et de l'échec de certains pays à respecter leurs obligations au titre de l'Accord de Kyoto et d'autres conventions et accords internationaux sur la protection de l'environnement. La plupart des pays de la région arabe, et en particulier la Syrie, souffrent de ces facteurs écologiques.

Mon pays estime que toute stratégie internationale visant à rétablir la sécurité alimentaire doit tenir compte de tous ces facteurs et s'attaquer aux causes profondes de la crise, dans un contexte qui conduit à promouvoir les trois piliers du développement durable – économique, social et environnemental. Surtout, cette stratégie doit s'appuyer sur une volonté politique véritable, en particulier de la part des pays développés.

Ces trois dernières décennies, mon pays, la Syrie, est parvenu à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire grâce à la priorité spéciale que le Gouvernement a donnée au secteur agricole, lequel représente maintenant une part considérable du produit national brut syrien.

La poursuite de l'occupation du Golan syrien par Israël depuis 1967 a privé mon pays de ses terres agricoles les plus fertiles et productives, et nous avons perdu une occasion importante en matière d'agriculture. Les autorités d'occupation israéliennes ont exposé notre territoire occupé à de graves dangers

écologiques, avec l'enfouissement de déchets toxiques dans le Golan syrien occupé. C'est une affaire très sérieuse, sur laquelle nous avons à maintes reprises attiré l'attention de la communauté internationale en plus d'une instance. Nous avons appelé cette dernière à faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à ces activités et débarrasse notre territoire occupé de ses déchets nucléaires toxiques.

Nos capitales n'ont pas obtenu la possibilité d'étudier et d'examiner le cadre général d'action élaboré par l'Équipe spéciale de haut niveau qu'a créée le Secrétaire général: le cadre ne nous a été communiqué qu'un jour avant la présente séance. De manière générale, nous pourrions dire qu'il faut plus de détails en ce qui concerne la mise en œuvre du cadre, notamment en matière de financement. Si nous voulons assurer les ressources nécessaires à cette mise en œuvre, nous devons veiller à ce qu'elles ne soient pas fournies aux dépens de l'aide publique au développement, qui diminue depuis deux ans, ni de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous devrions faire en sorte que le cadre général d'action soit accepté par les États Membres et, pour y parvenir et garantir sa pertinence, il convient de le mettre en œuvre et de le développer en tenant compte de l'évolution de la crise et des conditions spécifiques qui prévalent dans les pays en développement.

Pour terminer, ma délégation voudrait insister sur l'importance du rôle de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social dans la formulation d'une stratégie internationale pour la sécurité alimentaire. Cela nécessite une plus grande interaction entre l'Assemblée, le Conseil économique et social et l'Équipe spéciale de haut niveau créée à cette fin.

M^{me} Aitimova (Kazakhstan) (*parle en anglais*):
Tout d'abord, je voudrais vous remercier pour l'initiative prise d'organiser cette séance et d'inviter le Secrétaire général à prononcer devant l'Assemblée générale un exposé sur la version révisée du cadre général d'action élaboré par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire.

Il est exact, comme le cadre général d'action le conclut, que la crise alimentaire mondiale met en danger ou risque de mettre en danger les ménages, les gouvernements et le système international en termes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Avant la hausse rapide des prix des denrées alimentaires, on estimait déjà que 854 millions de personnes de par le

monde étaient sous-alimentées. La crise peut faire sombrer 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté et la faim.

Le Kazakhstan est d'avis que la crise alimentaire actuelle a été provoquée par plusieurs facteurs étroitement liés, tels que les prix des denrées alimentaires, la forte croissance démographique, la production de biocarburants et les changements climatiques. Étant donné que les causes de la crise sont nombreuses et interdépendantes, pour y faire face, il convient d'adopter une approche globale et cohérente. La communauté internationale doit agir de concert et de façon cohérente, et les gouvernements, le système des Nations Unies, les banques de développement, les organisations non gouvernementales, la communauté scientifique et le secteur privé ont également un rôle important à jouer dans cet effort commun.

Nous pensons que, tout d'abord, il est important d'assurer un décaissement rapide de toutes les contributions promises pour financer l'aide alimentaire d'urgence. Tous les États Membres doivent manifester la volonté politique et la flexibilité nécessaires pour mettre en place un nouveau système commercial, qui renforcerait la sécurité alimentaire en favorisant la production de denrées alimentaires et les investissements dans le secteur agricole des économies en développement. À cet égard, nous soulignons la nécessité d'intensifier les efforts en vue de mener à bien le Cycle des négociations commerciales de Doha.

Il importe également de veiller à ce que les institutions financières internationales fassent un travail efficace et d'examiner soigneusement les programmes visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants, afin d'éviter que ces programmes ne mettent en péril la sécurité alimentaire.

Nous sommes convaincus qu'il est absolument nécessaire de promouvoir une plus grande coopération régionale en vue de la création de partenariats à grande et petite échelle, afin d'atténuer l'incidence négative de la crise et de renforcer la sécurité alimentaire.

Au niveau international, il est essentiel de renforcer les partenariats et de multiplier les actions de tous les partenaires de façon globale, coordonnée et cohérente, étant donné que de nombreux facteurs à la base de la crise alimentaire ont un caractère mondial et nécessitent des actions au-delà des frontières nationales et régionales.

Le cadre général d'action aurait dû expliquer clairement que les subventions et pratiques qui faussent le commerce dans le monde développé freinent considérablement le développement agricole dans les pays en développement. Le Kazakhstan voudrait également souligner que la question de l'accès à la technologie pour accroître la production et la productivité agricole dans les pays en développement doit être mentionnée dans le cadre général d'action.

Les problèmes de sécurité alimentaire et de développement durable ont été abordés dans diverses enceintes, y compris à la conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui s'est tenue à Rome. Nous pensons que le principal facteur qui permet d'atteindre les objectifs que nous sommes fixés pour sortir de la situation actuelle est la volonté politique des dirigeants de tous les États de mettre en œuvre des recommandations adoptées dans le passé dans diverses enceintes et l'appui actif d'organisations internationales et régionales, y compris l'ONU.

Pour terminer, je voudrais remercier le Secrétaire général du rôle de chef de file qu'il a joué dans l'élaboration de mesures concrètes pour remédier à la crise alimentaire. Je donne à l'Assemblée l'assurance que le Kazakhstan poursuivra ses efforts pour régler cette question urgente et complexe.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 35/2 du 13 octobre 1980, je donne maintenant la parole à l'Observateur de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique.

M^{me} Contreras (Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique) (*parle en anglais*) : Le problème de l'insuffisance de l'approvisionnement alimentaire n'est pas nouveau pour les pays en développement. Des millions de personnes ont souffert de la faim pendant des décennies, et les économies agricoles ont toujours été exposées à des catastrophes naturelles, telles que les sécheresses et les inondations. Cependant, pour diverses raisons, les graves pénuries de nourriture à grande échelle que nous connaissons aujourd'hui nous ont poussés à prendre des mesures résolues et concertées.

La mondialisation et l'interdépendance signifient que tous les pays, pas seulement les pays en développement, subiront les effets de la diminution de l'offre de denrées alimentaires. En même temps, nous

disposons des connaissances et des ressources nécessaires pour nous attaquer à ce problème, et c'est la volonté politique plutôt que le manque de ressources qui nous empêche de prendre les mesures nécessaires.

L'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique se félicite du cadre général d'action et estime qu'il est fondamental de garantir le droit de tout être humain de se nourrir de façon adéquate. Nous pensons que des mesures visant à lutter contre la faim doivent être prises compte tenu du droit de chacun d'être à l'abri de la faim. Selon nous, la responsabilité de garantir ce droit incombe à chaque pays. Chaque État a l'obligation fondamentale d'élaborer des politiques et des stratégies pour éliminer la faim, en s'appuyant sur le principe de la durabilité.

Les incidences de la répartition et de la production peu équilibrées de denrées alimentaires qui sont à l'origine de la famine se font sentir au niveau tant local qu'international, ce qui cause des problèmes sociaux, humanitaires, politiques et environnementaux et devient donc un défi mondial constant. À cet égard, tous les pays et la communauté internationale doivent concentrer leurs efforts sur le renforcement des capacités pour mettre en œuvre le cadre juridique du développement durable dans tous les secteurs, étant donné que les pays ne peuvent pas gérer isolément la sécurité alimentaire.

En outre, à la frontière entre les questions de sécurité alimentaire et d'énergie, il y a la question des biocarburants. Les scientifiques ont démontré que les biocarburants pouvaient être fabriqués avec du bois de rebut, de la cellulose et d'autres fibres non alimentaires. L'utilisation du maïs ou d'autres ressources alimentaires et des terres de culture sur lesquelles ils sont cultivés pour produire des biocarburants compromet l'offre alimentaire correspondant à ces produits de base. Certains gouvernements et des organes de l'ONU ont défendu le principe nourriture contre carburant. Cette recommandation doit être sérieusement réexaminée. C'est pourquoi l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique pense qu'il est important que les États se concertent et parviennent à un consensus international sur l'utilisation et la promotion des biocarburants, et l'utilisation de techniques telles que les études d'impact sur l'environnement doivent contribuer à ce consensus.

On ne soulignera jamais assez l'importance de l'agriculture et des céréales dans l'approvisionnement

alimentaire mondial; néanmoins, nous aurions voulu que le cadre général d'action se penche sur le rôle critique des océans, y compris les stocks halieutiques, dans l'approvisionnement alimentaire mondial et sur la menace très grave et réelle de leur épuisement. Aujourd'hui, d'après les estimations du Programme des Nations Unies pour l'environnement, 75 % des stocks halieutiques mondiaux sont exploités ou surexploités. L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire se fait l'écho de cet avertissement : les pêches de capture dans le monde vont au-delà de la demande durable.

Le mois dernier, la neuvième réunion du Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer a examiné la question de la sécurité et de la sûreté maritimes. Une nouvelle question extrêmement importante pour la sécurité maritime, mise en lumière par le Processus consultatif, est le lien entre les questions de sécurité, la pêche illégale, non signalée et non réglementée et la surpêche. Dans le contexte de la sécurité alimentaire, il ne faut pas négliger la surpêche ni la pêche illégale, non signalée et non réglementée. La création de systèmes globaux de gestion intégrée des zones côtières est essentielle à cet égard.

Les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial ont eu essentiellement pour but de secourir les affamés et de satisfaire d'autres besoins urgents. Il est nécessaire de veiller au renforcement systématique et à plus long terme des capacités de façon à produire et à fournir des denrées alimentaires dans une perspective scientifique, socioéconomique et juridique. L'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique demande instamment que ces points de vue soient davantage examinés.

M. Al-Ansari (Qatar) (*parle en arabe*) : Je voudrais, pour commencer, remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir pris l'initiative de convoquer cette réunion importante pour mettre en lumière la situation critique dans laquelle se trouvent les pauvres de la planète, confrontés à la crise alimentaire mondiale et à l'envolée des prix des denrées alimentaires. Nous le remercions notamment d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour de l'Organisation, d'avoir fait participer la communauté internationale à cet examen au cours d'un débat de haut niveau de l'Assemblée générale et d'avoir invité les chefs d'État et de gouvernement participant à la prochaine session de l'Assemblée à prendre part au débat.

Je voudrais également remercier le Secrétaire général de sa déclaration précieuse, dans laquelle il a examiné le problème sous toutes ses facettes, exposé les dangers imminents et énoncé les mesures pour y remédier. Je saisis cette occasion pour le féliciter d'avoir pris l'initiative de créer l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qui a été chargée de promouvoir une riposte commune à la crise alimentaire mondiale et d'élaborer un cadre d'action et de coordonner sa mise en œuvre au sein des entités du système des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite à la 112^e séance plénière par le représentant d'Antigua-et-Barbuda, qui assure actuellement la présidence du Groupe des 77 et de la Chine.

La crise alimentaire est une réalité qui affecte les pauvres dans les zones urbaines et rurales des pays en développement. Ces trois dernières années, on a constaté une flambée des prix des denrées alimentaires. Au cours du premier trimestre de 2008, le prix du blé a augmenté de 130 % et le prix du maïs de 30 % par rapport à 2007. Si le prix du riz n'a augmenté que modérément en 2006 et 2007, il a augmenté de 10 % en février 2008 et de 10 % encore en mars 2008.

Les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter dans les pays en développement. Cette situation exige une action coordonnée de la part de la communauté internationale, notamment de l'ONU. Cette situation a incité le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon à lancer cet avertissement : « L'aggravation rapide de la crise alimentaire dans le monde a atteint des proportions catastrophiques ». Et Lennart Bage, le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA) a récemment déclaré :

« Répondre efficacement à l'impact de l'augmentation des prix des denrées alimentaires doit être une priorité absolue pour la communauté mondiale, notamment lorsque cet impact se conjugue avec les effets anticipés des changements climatiques ».

Il y a longtemps que l'époque de l'accès facile aux denrées alimentaires est révolue. On assiste actuellement à une augmentation sans précédent des prix des denrées alimentaires et des céréales sur les marchés mondiaux. Les analyses de marché actuelles indiquent que cette tendance va se poursuivre dans un avenir prévisible. L'envolée des prix des denrées alimentaires aura hélas sans nul doute des effets

néfastes sur les personnes qui vivent dans la misère de par le monde. Les denrées alimentaires représentent environ 60 à 80 % des dépenses quotidiennes des indigents. La situation est encore plus grave si l'on tient compte du fait qu'il y a plus de 850 millions de pauvres dans le monde. La flambée des prix alimentaires dans le monde menace de saper les efforts déployés pour réduire la pauvreté et pourrait retarder de plusieurs années la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, qui y sont liés, dans les pays pauvres.

On s'attend en outre à ce que l'augmentation astronomique des prix des produits alimentaires accroisse le nombre de personnes vivant dans le dénuement total de 100 millions de personnes – dont 39 millions d'Africains. Il est tragique de constater que la majorité des 2 milliards et plus de personnes vivant et travaillant dans des petites exploitations sont pauvres et luttent pour vivre avec moins de 2 dollars par jour. La plupart d'entre elles ne peuvent pas tirer parti de la flambée des prix des denrées alimentaires étant donné qu'elles ne parviennent pas à obtenir les engrais et les semences nécessaires pour augmenter le rendement de leurs cultures. Elles ne peuvent d'ailleurs pas avoir accès aux marchés en raison des conditions déplorables des routes et des coûts très élevés des transports. Toutefois, malgré l'explosion des prix des denrées alimentaires, les petits exploitants agricoles n'en tirent aucun bénéfice, car ils continuent à vendre leurs récoltes à des prix extrêmement bas pour subvenir à leurs besoins, alors qu'il continuent de payer des prix exorbitants pour leurs aliments.

Nous pensons que cette crise a des causes multiples, notamment la pénurie de denrées agricoles sur les marchés mondiaux, les conditions météorologiques défavorables, l'augmentation des prix du carburant, l'accroissement considérable de la production de biocarburants et les restrictions nouvellement imposées dans plusieurs domaines du commerce international.

À la réunion du Conseil de chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, qui s'est tenue les 28 et 29 avril 2008 à Berne, en Suisse, les chefs des institutions, fonds et programmes spécialisés des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods ont demandé que des mesures rapides soient prises pour fournir aux agriculteurs des pays en développement l'appui leur permettant de mener à bien le prochain cycle des récoltes. Nous nous félicitons donc de l'initiative prise par le FIDA le 25 avril 2008

de leur débloquer 200 millions de dollars pour relancer la production agricole dans les pays en développement afin de juguler l'augmentation des prix des produits alimentaires et d'accroître les stocks des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. Nous nous félicitons également de l'étroite collaboration et de l'appui apportés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial et le FIDA au Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique et au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

L'État du Qatar, qui a continué de contribuer efficacement aux efforts de développement mondiaux, fera tout ce qui est en son pouvoir pour rester un acteur efficace dans les partenariats mondiaux recherchant des solutions radicales à la crise alimentaire mondiale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question. L'Assemblée générale a ainsi achevé sa réunion plénière sur la crise alimentaire et énergétique mondiale. L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 48 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 11 h 30.